

# Evaluation des diplômes Masters – Vague B

ACADEMIE : CAEN

Etablissement : Université de Caen Basse-Normandie

Demande n° S3MA12000021

Domaine : Arts, lettres et langues

Mention : Langues étrangères appliquées (LEA)

## Présentation de la mention

La mention « Langues étrangères appliquées » (LEA) du master se fixe pour objectif la formation de cadres spécialistes de la gestion de projets. La mention LEA compte trois spécialités : « Expert en projets européens » (EPE), « Développement durable : stratégies de concertation et de communication » (DDSC) et « Implantation des entreprises à l'international » (IEI). Cette mention vise à donner aux étudiants des compétences combinant un haut niveau de maîtrise du management de projet à l'international et une très bonne pratique linguistique. Une option de « recherche-action » impliquant des exigences particulières de rigueur scientifique et méthodologique est proposée, avec une orientation plutôt professionnelle. Il s'agit pour les étudiants, notamment, de définir une problématique à partir des missions qui leur sont confiées.

## Indicateurs

Effectifs constatés	M1 : 67 M2 : 42
Effectifs attendus	M1 : 60 M2 : 75
Taux de réussite	M1 : 66 % M2 : 100 % (Pour EPE et DDSC, IEI ouvert en 2009)
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

## Bilan de l'évaluation

- Appréciation globale :

Cette mention vise à donner aux étudiants des compétences linguistiques et des compétences en management de projet. La mention est clairement tournée vers des objectifs professionnels. Ceux-ci consistent à savoir piloter l'ensemble d'une démarche de projet : projet de développement, de coopération territoriale ou entrepreneuriale, de communication, ou de prospection et d'externalisation de fonctions productives. Une option de « recherche-action » impliquant des exigences particulières de rigueur scientifique et méthodologique est proposée. Cette mention se positionne clairement dans l'UFR de langues, mais elle est également en situation de partenariat avec d'autres UFR (Droit et Sciences Politiques, Géographie, Sociologie). La nature de cette formation pluridisciplinaire fait qu'elle ne peut pas être liée à un laboratoire de recherche unique. Elle bénéficie en revanche d'un adossement aux équipes de recherche dont dépendent les intervenants du master. Cet adossement se traduit par une initiation à la recherche



documentaire, l'organisation par l'équipe du master, de séminaires thématiques ou de journées de recherche, la rédaction (en option) de travaux de « recherche-action » en M2 permettant une poursuite d'études en doctorat, la direction de thèse étant assurée par des enseignants-chercheurs habilités à diriger des recherches au sein de différentes équipes [ERIBIA / ERLIS / CRESO : Politiques européennes, intégration et identité, mémoires collectives, etc. CERReV, GEOPHEN : Développement durable NIMEC : Management stratégique]. L'adossement aux milieux socio-professionnels est très bon. La formation LEA est fortement ancrée dans le tissu local constitué par les entreprises, les associations et les collectivités territoriales. Ces acteurs participent à l'élaboration et à la prise en charge des enseignements ainsi qu'à l'insertion professionnelle par des offres de stage et d'emploi. Pour ce qui est des relations internationales, il est important de souligner que les étudiants de master 1 doivent obligatoirement réaliser leur semestre 2 à l'étranger (études universitaires + stage / stage recherche-action). Le département LEA joue un rôle majeur dans les échanges internationaux de l'UCBN, avec 86 étudiants sur 412, soit près de 21 % de l'ensemble des échanges pour l'année 2009-2010, ce qui montre l'importance accordée à cet aspect.

L'organisation d'ensemble est cohérente, avec un M1 commun aux trois spécialités. Le M2 compte un tronc commun « Management de projets » (120 heures, soit 1/3 du total M2 hors stage). Il y a trois spécialités (240 heures hors stage), soit 2/3 du total M2 hors stage) : « Expert en projets européens » (EPE), « Développement durable : stratégies de concertation et de communication » (DDSC) et « Implantation des entreprises à l'international » (IEI). La politique des stages est satisfaisante. On note que le fait d'associer la recherche-action au stage est très positif. Cela indique en outre la présence d'un encadrement renforcé, avec un fort investissement des enseignants-chercheurs.

L'équipe pédagogique est solide et cohérente. Comme ailleurs, on constate l'importance du rôle des professeurs associés (PAST) pour ce type de formation, qui mériterait d'être encore renforcé. Il faut souligner le travail d'équipe réel qui apparaît dans ce dossier et l'implication forte des professionnels à tous les niveaux, ce qui est un atout majeur pour une mention LEA. L'équipe universitaire compte plusieurs intervenants extérieurs. Ces derniers participent réellement au pilotage de la formation via un comité, selon des procédures classiques.

L'équipe pédagogique se réunit régulièrement afin d'améliorer la formation.

Le suivi des diplômés est assuré par le recours à un questionnaire relatif à l'insertion professionnelle qui est adressé à chacun des diplômés afin d'en connaître le devenir. Une enquête détaillée à trois mois après l'obtention du diplôme permet d'en connaître les conditions exactes. Elle est complétée par des enquêtes simplifiées menées à six mois et à deux ans afin d'en suivre les évolutions.

Les étudiants ont des origines géographiques majoritairement régionales et issues de filières LEA. Une timide diversification (notamment au niveau des spécialités DDSC et IEI) permet d'élargir l'aire d'attractivité de la formation, tant disciplinairement (apport des filières Sciences humaines et sociales (SHS), Droit économie et gestion (DEG), Langues, littératures et cultures étrangères (LLCE)) que géographiquement (Grand Ouest essentiellement). Il faut souligner la qualité de ces informations dans le dossier présenté et la précision des graphiques.

On note que les flux sont en croissance (une soixantaine d'étudiants dans la mention il y a quatre ans, une petite centaine aujourd'hui). Le taux de réussite en M1 est de 66 %, entre 80 et 100 % selon les spécialités de M2. Les procédures d'évaluation mises en place (questionnaire) ont permis de faire apparaître des points forts, mais aussi de modifier ce qui devait l'être, ce qui montre l'attention portée à cette question. Seule la spécialité EPE fournit des éléments chiffrés : ils indiquent une très bonne insertion professionnelle des étudiants : mais l'idée de 100 % d'emploi (CDD + 6 mois ou CDI) éveille le doute. Il faudrait faire le lien avec le service de l'Université de Caen chargé du suivi de l'insertion.

Au final, cette formation possède une vraie solidité, une bonne cohérence entre les spécialités, un niveau d'exigence et d'excellence incontestable.

- Points forts :
  - Professionnalisation importante.
  - Semestre 2 obligatoire à l'étranger.
  - Initiation à la recherche-action en option.
  - Prise en compte de la question de l'insertion professionnelle.
  - Complémentarité des différentes spécialités.
  
- Points faibles :
  - Adossement recherche institutionnel problématique en raison de la pluridisciplinarité inhérente à ce type de formation.
  - De nouvelles spécialités qui doivent faire leurs preuves sur le moyen terme.



## Notation

- Note de la mention (A+, A, B ou C) : A

## Recommandations pour l'établissement

La recherche-action pourrait gagner à être généralisée. Cet enseignement enrichit le stage et lui donne une dimension très valorisante. Un PAST Gestion de projet pourrait venir renforcer l'équipe permanente.

Il conviendrait par ailleurs de développer une fonction de veille (à l'aide des intervenants extérieurs ou d'un PAST) sur l'évolution des grandes thématiques en lien avec la formation (Développement durable et devenir des programmes de gouvernance et de gestion du territoire en Europe). Un Conseil de perfectionnement très actif serait particulièrement utile pour les nouvelles spécialités.

La formation gagnerait à nouer des relations de conventionnement plus poussées avec d'autres structures universitaires, à sortir du bassin régional, à explorer d'autres territoires linguistiques qui sont autant de marchés potentiels pour les étudiants (on pense aux pays émergents).

## Appréciation par spécialité )

### Expert en projets européens (EPE)

- Présentation de la spécialité :

Le but de cette formation est de former des cadres spécialistes de l'ingénierie de projets locaux à dimension européenne.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	M1:22 M2: 15
Effectifs attendus	NR
Taux de réussite	M1 : NR M2 : 100 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Il s'agit d'une bonne formation, déjà bien installée, qui se renouvelle tout en renforçant son inscription dans le bassin régional (appui sur un réseau d'anciens, d'intervenants locaux, etc.). Toutefois, son originalité semble s'être émoussée avec l'apparition de formations similaires sur le plan national.

- Points forts :

- Qualité de l'équipe sur la question du pilotage de projets et programmes européens.
- Professionnalisation (participation de professionnels expérimentés, stages solides).
- Qualité du réseau.
- Bons taux d'insertion professionnelle des étudiants.

- Point faible :

- Manque d'attention portée aux nécessaires adaptations liées au redéploiement des fonds européens.

## Notation )

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

## Recommandations pour l'établissement )

Il conviendrait de développer une veille attentive aux évolutions des procédures de fonctionnement de la politique de cohésion européenne. La recherche-action pourrait être généralisée pour valoriser la formation et améliorer son positionnement. Par ailleurs, des enseignements en comptabilité pourraient s'avérer utiles.



## Développement durable : stratégies de concertation et de communication (DDSC)

### ● Présentation de la spécialité :

Le but de cette spécialité est de former des cadres spécialistes du développement durable. Les étudiants sont formés pour communiquer, faire participer le public, concrétiser des partenariats autour des initiatives menées par des acteurs publics ou privés en faveur du développement durable.

### ● Indicateurs :

Effectifs constatés	M1 : NR M2 : 12
Effectifs attendus	NR
Taux de réussite	M1 : NR M2 : 100 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

### ● Appréciation :

Cette spécialité constitue une formation récente. C'est une spécialisation de LEA vers un secteur en plein développement. Il s'agit, en effet, d'une formation « de niche », qui nécessite donc de trouver son créneau et ses marques, au sein de l'université comme sur le marché de l'emploi.

### ● Points forts :

- Professionnalisation (participation de professionnels expérimentés).
- Partenariats montés avec le département de géographie.
- Perspectives encourageantes.

### ● Points faibles :

- Flux encore faibles.
- Caractère flou de la notion de développement durable.
- Insertion potentiellement difficile à court et à moyen terme.

## Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

## Recommandations pour l'établissement

Il conviendrait de développer la formation par alternance. Il faudrait aussi approfondir les enseignements en science politique et généraliser la recherche-action pour valoriser la formation, améliorer son positionnement et réfléchir sur la notion de développement durable pour mieux la cerner dans la perspective de la formation.



## Implantation des entreprises à l'international (IEI)

- Présentation de la spécialité :

Le but de cette spécialité est de former des cadres spécialistes de la prospection de marchés et du développement des entreprises à l'international. Cette spécialité a pour objectif de développer les capacités d'analyse des étudiants sur la question de l'opportunité d'une implantation internationale et des risques qu'elle présente (étude de marché, prise en compte de l'environnement social, économique ou encore politique d'un pays, recherche de partenaires potentiels, activité de veille...)

- Indicateurs :

Effectifs constatés	M1 : NR M2 : 8
Effectifs attendus	M1 : NR M2 : 25
Taux de réussite	NR
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Cette spécialité propose une formation ambitieuse. Il s'agit d'une spécialisation récente de LEA vers un type d'activité précis qui doit faire ses preuves. Les effectifs sont encore trop faibles. Le projet est encore en phase de lancement et sa mise en œuvre est difficile (locaux vétustes). Il doit bénéficier d'un soutien institutionnel et matériel important de la part des services de l'université et du département pour atteindre ses objectifs.

- Points forts :

- L'accent mis sur la professionnalisation, le projet concret d'équipe mené par les étudiants.
- La prise en compte du management interculturel.
- L'engagement d'un professionnel spécialiste (Conseiller au commerce extérieur de la France).

- Points faibles :

- La faible participation des entreprises du bassin caennais.
- Les effectifs sont faibles.
- L'insertion à vérifier dès que possible en prenant le recul nécessaire.
- Les prévisions trop optimistes.

## Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

## Recommandations pour l'établissement

Il conviendrait pour cette formation récente de la piloter de façon serrée et lucide à l'aide d'un conseil de perfectionnement. Il faudrait également rechercher un plus fort soutien institutionnel et un réel accompagnement de cette formation par des acteurs économiques régionaux.